

# Procès-verbal

## De la séance du conseil communautaire

**DU MERCREDI 12 AVRIL 2023 à 20h30 à CLASSUN**

Le **12 avril 2023 à 20h30**, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes d'Aire sur l'Adour, convoqués le 6 avril 2023, se sont réunis sous la présidence de **Monsieur Philippe BRETHES à CLASSUN**.

Présents : Mrs et Mmes, LAGRAVE Xavier, ASSIBAT Marie, POMIES Claude, LAFFITTAU Corinne, BARRAILH-LAFARGUE Vincent, PELLARINI Philippe, BARRAUD Danielle, DARRIEUMERLOU Nathalie, GACHIE Florence, CAZABAN Yves, SAINT GERMAIN Paulette, LEBLOND Stéphane, DUPOUTS Roland, BOULIN Thierry, SEBI Catherine, BERDOULET Cédric, DEHEZ Gérard, DUCONGE Joëlle, CASTAING Marie Laurence, SAINT GENEZ Daniel, LAMOTHE Michel, LALANNE Jean Michel, CARREAU Pascal, LAFARGUE Vincent, VACHER Béatrice, BRETHES Philippe, BAQUIE Pascal, GIJSBERS Lambert, FABERES Nadine, PARGADE Jacques, SAINT GERMAIN Dominique, MADER Karl, DOREILH Jean-Paul, DUFAU Jean Jacques, CAMPAGNE Jean Luc, LAMARCADE Lydie, SILVEIRA MORAIS Philippe, MARQUE Michel, LABORDE Benoît.

Excusés : DUBOSC Sonia, MARTI Jérémy,

Pouvoirs : MECHIN Isabelle à LAFFITTAU Corinne, SOUC Jean Claude, à ASSIBAT Marie, BARON Chrystelle à BARRAUD Danielle, MALHERBE Bernard à PELLARINI Philippe, MARTIN Didier à BARRAILH-LAFARGUE Vincent, LAFARGUE Lionel à BRETHES Philippe,

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Nombre de conseillers en exercice :</b> | <b>47</b> |
| Présents : ...                             | 39        |
| Excusés :                                  | 2         |
| Pouvoirs : ...                             | 6         |
| <b>Votants : ...</b>                       | <b>45</b> |
| - dont « pour » : ...                      | 45        |
| - dont « contre » : ...                    | 0         |
| - dont abstention :                        | 0         |

M. Jean Michel LALANNE, Maire de la commune de CLASSUN exprime sa satisfaction d'accueillir l'assemblée du conseil communautaire dans sa commune landaise de 277 habitants sur une superficie de 882 hectares. L'activité principale est agricole avec 12 exploitations. Sept associations font vivre le village : trois dans le domaine sportif et quatre de loisirs. Un club Astronomie organise, le 1<sup>er</sup> week-end du mois de juillet une manifestation. La commune a appliqué la réduction de l'éclairage public la nuit sur le domaine public. De plus elle est labellisée « une fleur » dans le cadre des villages fleuris. Il signale que dans le cadre du PLUi, une parcelle communale nécessite un nouveau classement pour tenir compte de la présence d'une zone humide. Cela pénalise le village. A ce titre, il souhaite qu'une révision du PLUi soit mise en œuvre dès que possible.

M. le Président remercie Monsieur le Maire pour son accueil. Il précise que le PLUi sera révisé lors d'une prochaine séance et il impliquera un débat par rapport aux transferts de charges.

## I-COMMUNICATIONS

### Compte-rendu de délégations de signature de marchés,

☞ ☞ MARCHE SANS PUBLICITE NI MISE EN CONCURRENCE ☞ ☞

PAS DE DECISION

#### Cas particulier de l'acquisition de livres non scolaires pour les bibliothèques

Article R.2122-9 du Code de la Commande Publique

« **Les acheteurs mentionnés aux 1° et 2° de l'article 3 de la loi n° 81-766 du 10 août 1981 relative au prix du Livre peuvent passer sans publicité ni mise en concurrence préalables un marché de fournitures de livres non scolaires pour leurs besoins propres ou pour l'enrichissement des collections des bibliothèques accueillant du public et répondant à un besoin dont la valeur estimée est inférieure à 90 000 euros hors taxes.** »

#### **1° – CREATION DU FONDS DOCUMENTAIRE EN ENREGISTREMENTS SONORES ET IMAGES DES MEDIATHEQUES COMMUNAUTAIRES CHANGEMENT D'UN PRESTATAIRE POUR LE LOT N°1 (CANDIDATURE INCOMPLETE)**

**MARCHE N°2022-03-02 « BIS » – 1 LOT**

Marché (accord-cadre) multi attributaires :

↳ **Lot n°1 « Livres Adultes »** avec deux fournisseurs :

**Librairie La Rêverie** (40800 AIRE SUR L'ADOUR) *signé et notifié le 23 mars 2023*

Et **Librairie TONNET** (64008 PAU) *signé et notifié le 23 mars 2023*

Quantités sur la période initiale (cinq mois et demi), reconductible une fois (12 mois) :

**Minimum : 9.850,00 € H.T. soit 10.391,75 € T.T.C. / Maximum : 17.500,00 € H.T. soit 18.462,50 € T.T.C.**

**Montant maximum des commandes du lot n°1 sur la durée maximale (deux ans) :**

**35.000 € H.T. soit 36.925 € T.T.C. (T.V.A. à 5,5%)**

☞ ☞ UN ACCORD-CADRE DE FOURNITURES DE MOINS DE 40.000 € H.T. ☞ ☞

PAS DE DECISION

**1° – ACQUISITION DE FOURNITURES ADMINISTRATIVES -ACCORD-CADRE N°2023-03-01 - MAPA**

Accord-cadre signé et notifié le 05 avril 2023 avec l'entreprise **LACOSTE SAS** (84250 LE THOR) pour un **montant annuel estimé** à moins 5.000,00 € H.T. soit **6.000,00 € T.T.C.**

Quantités sur la période initiale (huit mois et demi), reconductible trois fois un an :

**Minimum : 3.500,00 € H.T. soit 4.200,00 € T.T.C. / Maximum : 9.000,00 € H.T. soit 10.800,00 € T.T.C.**

**Montant maximum des commandes sur la durée maximale (quatre ans) :**

**36.000,00 € H.T. soit 43.200 € T.T.C.**

☞ ☞ UN MARCHÉ D'ETUDE DE MOINS DE 40.000 € H.T. ☞ ☞

PAS DE DECISION

**1° – ETUDE PRE-OPERATIONNELLE OPAH INTERCOMMUNALE – MARCHÉ N°2023-01-01 - MAPA**

Marché signé le 29 mars et notifié le et 31 mars 2023 avec l'entreprise **SOLIHA LANDES** (40100 DAX) pour un **montant de 17.550 € H.T. soit 21 060 € T.T.C.**

☞ ☞ DEUX MARCHES DE TRAVAUX DE PLUS DE 90.000 € H.T. ☞ ☞

**1° – TRAVAUX DE RENFORCEMENT DE LA COTE DE LARRIOU AVEC UNE MISSION « G3 » - ÉTUDE ET SUIVI GEOTECHNIQUES D'EXECUTION A AIRE SUR L'ADOUR**

**MARCHÉ N°2022-02-06 - MAPA**

Marché signé et notifié le 16 mars 2023 avec l'entreprise **ROUTE OUVRIERE ATURINE** (40800 DUHORT-BACHEN) pour un **montant estimé** à 255.722,20 € H.T. soit **306.926,64 € T.T.C.**

**2° – TRAVAUX DE FAUCHAGE DES DEPENDANCES DE LA VOIRIE COMMUNAUTAIRES**

**RELANCE DE TROIS LOTS SUITE A L'ARRET DE L'ACTIVITE D'UN TITULAIRE**

**N°2023-02-01 – 3 LOTS– MAPA / ACCORDS-CADRES (ANCIENS MARCHÉ A BON DE COMMANDES)**

**Éléments communs aux trois lots :**

Durée : période initiale de douze mois, reconductible individuellement une fois une année (au choix de la Communauté de Communes).

Montants annuels : minimum de 9.000,00 € H.T. soit 10.800,00 € T.T.C.

Maximum de 27.500,00 € H.T. soit 33.000,00 € T.T.C.

↳ **Lot n°2 « Duhort Bachen, Eugénie les Bains, Bahus Soubiran »** signé et notifié le 08 mars 2023 avec l'entreprise **CONCEPT'LOUDIN** (40320 PECORADE).

↳ **Lot n°3 « Barcelonne du Gers, Vergoignan, Arblade le Bas, Gée Rivière »** signé et notifié le 08 mars 2023 avec l'entreprise **CONCEPT'LOUDIN** (40320 PECORADE).

↳ **Lot n°5 « Vielle Tursan, Saint Loubouer, Buanes, Classun »** signé et notifié le 08 mars 2023 avec l'entreprise **CONCEPT'LOUDIN** (40320 PECORADE).

**Montant maximum (trois lots) sur la durée maximale (deux ans) :**

**165.000 € H.T. soit 198.000 € T.T.C.**

PV de la séance du 21 février 2023 : le PV ne faisant pas l'objet de remarque est approuvé.

Détermination du lieu pour la prochaine séance de conseil communautaire : le prochain conseil communautaire se tiendra sur la commune de GEE RIVIERE.

## II-ORDRE DU JOUR

### FISCALITE - FINANCES

#### POINT 1 : Vote du taux des taxes directes locales

Conformément au débat des orientations budgétaires, il vous est proposé de ne pas augmenter la fiscalité pour l'exercice 2023.

Ces taux resteraient en conséquence à :

|                                   |        |
|-----------------------------------|--------|
| -taxe foncière bâti               | 2.50%  |
| -taxe foncière non bâti           | 2.98%  |
| -contribution foncière économique | 25.83% |

Par ailleurs, il convient de voter le taux de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires dont le taux de référence est fixé à 10% pour 2023. Il vous est proposé de retenir ce taux de référence pour 2023 :

|                     |     |
|---------------------|-----|
| - Taxe d'habitation | 10% |
|---------------------|-----|

***M. le Président met ce dossier au vote.***

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

#### **DELIBERATION N°120423/01**

**Objet :Vote du taux des taxes directes locales pour 2023**

Parallèlement au vote du budget primitif 2023 du budget principal, le Président propose au conseil communautaire :

- De maintenir le taux de la taxe foncière bâti à 2.50% pour atteindre un produit de la fiscalité attendu de 398 475€.
- De maintenir le taux de la taxe foncière non bâti à 2.98% pour atteindre un produit de la fiscalité attendu de 20 935€.
- De maintenir le taux de la contribution foncière des entreprises à 25.83% pour atteindre un produit de la fiscalité attendu de 1 560 390€.
- Par ailleurs, il convient de voter le taux de la taxe d'habitation pour les résidences secondaires dont le taux de référence est fixé à 10% pour 2023. Le Président propose de retenir ce taux de référence pour 2023 de 10% pour atteindre un produit de la fiscalité attendu de 144 800€.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**Après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE,**

- **FIXE le taux de taxe foncière bâti pour 2023 à 2.50%,**
- **FIXE le taux de taxe foncière non bâti pour 2023 à 2.98%,**
- **FIXE le taux de la contribution foncière des entreprises 2023 à 25.83%,**
- **FIXE le taux de taxe d'habitation pour les résidences secondaires pour 2023 à 10%.**

## POINT 2 : Vote du taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

En cohérence avec la décision du conseil d'administration du SICTOM Ouest du Gers qui augmente la participation de la communauté de communes à **1 906 289.88€**.

Considérant que les bases TEOM pour 2023 sont fixées à 15 709 991€, il est proposé de baisser le taux de la TEOM de 12.13%, générant un produit de 1 905 622€

**M. le Président met ce dossier au vote.**

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

DELIBERATION N°120423/02

Objet :Vote du taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

Parallèlement au vote du budget primitif 2023 du budget principal,

En cohérence avec la décision du conseil d'administration du SICTOM Ouest du Gers qui augmente la participation de la communauté de communes à **1 906 289.88€**.

Considérant que les bases TEOM pour 2023 sont fixées à 15 709 991€,

Le Président propose au conseil communautaire de baisser le taux de la TEOM de **12.13%**, générant un produit de **1 905 621 €**.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE,**

**FIXE** le taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères pour 2023 à 12.13% pour un produit attendu de 1 905 621 €.

## POINT 3 : Vote du produit de la taxe GEMAPI

Etat des dépenses et du financement GEMAPI pour la période 2019/2023 :

| Dépenses         | CA 2019          | CA 2020          | CA 2021          | CA 2022          | BP 2023          | Total             |
|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| SLGB             | 24 418,63        | 24 418,63        | 27 128,10        | 26 197,39        | 25 735,83        | 127 898,58        |
| SMAA             | 14 057,11        | 12 016,31        | 13 563,74        | 13 972,02        | 13 972,02        | 67 581,20         |
| SAM              | 13 390,18        | 13 700,12        | 18 116,31        | 22 010,16        | 21 854,75        | 89 071,52         |
| Étude Baillié    |                  |                  |                  |                  | 8 400,00         | -                 |
| <b>Total SAM</b> | <b>13 390,18</b> | <b>13 700,12</b> | <b>18 116,31</b> | <b>22 010,16</b> | <b>30 254,75</b> | <b>97 471,52</b>  |
| IA adhésion      | 250,00           | 250,00           | 250,00           | 250,00           | 250,00           | 1 250,00          |
| IA étude         | 344,97           | 9 484,35         | 9 484,35         | -                | -                | 19 313,67         |
| <b>Total IA</b>  | <b>594,97</b>    | <b>9 734,35</b>  | <b>9 734,35</b>  | <b>250,00</b>    | <b>250,00</b>    | <b>20 563,67</b>  |
| <b>Dépenses</b>  | <b>52 460,89</b> | <b>59 869,41</b> | <b>68 542,50</b> | <b>62 429,57</b> | <b>70 212,60</b> | <b>313 514,97</b> |
|                  |                  |                  |                  |                  |                  |                   |
| Taxe             | 84 889,00        | 63 943,00        | 58 347,00        | 39 667,00        | 64 393,00        | 311 239,00        |
| Subvention       |                  |                  | 2 833,00         | 2 833,00         | 2 833,00         | 8 499,00          |
| Retenue          |                  | - 1 019,00       | - 1 265,00       | - 1 939,00       | - 2 000,00       | - 6 223,00        |
| <b>Produit</b>   | <b>84 889,00</b> | <b>62 924,00</b> | <b>59 915,00</b> | <b>40 561,00</b> | <b>65 226,00</b> | <b>313 515,00</b> |

La cotisation du syndicat Adour Midouze (SAM) comprend la réalisation de l'étude hydraulique du bassin versant du Vergoignan et du Baillié. La charge résiduelle pour l'EPCI est fixée à 8 400€.

La taxe GEMAPI 2023 a été calculée afin que dépenses et recettes s'équilibrent sur les 5 exercices de 2019 à 2023.

**M. le Président met ce dossier au vote.**

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

**DELIBERATION N°120423/03**

**Objet :Vote du produit de la taxe GEMAPI**

Le Président expose les dispositions de l'article 1530 bis du code général des impôts permettant au conseil communautaire d'instituer une taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

**Considérant** que le produit de la taxe est au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations,

**Considérant** le montant des charges inhérentes à l'exercice de la compétence GEMAPI pour 2023,

**Vu** l'article 1530 bis du code général des impôts,

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

**Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE,**

**DECIDE** d'arrêter le produit 2023 de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 64 393.00 €.

**CHARGE** le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

✓ **M. Jérémy MARTI rejoint la réunion du Conseil communautaire à 20h45.**

**Le 12 avril 2023 à 20h30**, les membres du conseil communautaire de la Communauté de Communes d'Aire sur l'Adour, convoqués le 6 avril 2023, se sont réunis sous la présidence de **Monsieur Philippe BRETHES à CLASSUN.**

**Présents :** Mrs et Mmes, LAGRAVE Xavier, ASSIBAT Marie, POMIES Claude, LAFFITTAU Corinne, BARRAILH-LAFARGUE Vincent, PELLARINI Philippe, BARRAUD Danielle, DARRIEUMERLOU Nathalie, MARTI Jérémy, GACHIE Florence, CAZABAN Yves, SAINT GERMAIN Paulette, LEBLOND Stéphane, DUPOUTS Roland, BOULIN Thierry, SEBI Catherine, BERDOULET Cédric, DEHEZ Gérard, DUCONGE Joëlle, CASTAING Marie Laurence, SAINT GENEZ Daniel, LAMOTHE Michel, LALANNE Jean Michel, CARREAU Pascal, LAFARGUE Vincent, VACHER Béatrice, BRETHES Philippe, BAQUIE Pascal, GIJSBERS Lambert, FABERES Nadine, PARGADE Jacques, SAINT GERMAIN Dominique, MADER Karl, DOREILH Jean-Paul, DUFAU Jean Jacques, CAMPAGNE Jean Luc, LAMARCADE Lydie, SILVEIRA MORAIS Philippe, MARQUE Michel, LABORDE Benoît.

**Excusés :** DUBOSC Sonia,

Pouvoirs : MECHIN Isabelle à LAFFITTAU Corinne,  
SOUC Jean Claude, à ASSIBAT Marie,  
BARON Chrystelle à BARRAUD Danielle,  
MALHERBE Bernard à PELLARINI Philippe,  
MARTIN Didier à BARRAILH-LAFARGUE Vincent,  
LAFARGUE Lionel à BRETHERS Philippe,

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Nombre de conseillers en exercice :</b> | <b>47</b> |
| Présents : ...                             | 40        |
| Excusés :                                  | 1         |
| Pouvoirs : ...                             | 6         |
| <b>Votants : ...</b>                       | <b>46</b> |
| - dont « pour »: ...                       | 46        |
| - dont « contre »: ...                     | 0         |
| - dont abstention :                        | 0         |

## **POINT 4 : Budget principal : Vote du budget primitif 2023**

La proposition de budget qui vous est soumise est établie sur les bases suivantes :

- Pas d'augmentation des taux de la fiscalité locale. Il n'y a pas eu d'augmentation depuis 2018.
- Baisse du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- Pas de recours à l'emprunt pour financer l'investissement

La progression des bases fiscales et les compensations de l'Etat pour la suppression de la CVAE assurée par l'attribution d'une fraction de la TVA, recette pour l'instant dynamique, permet en effet d'assumer des charges en augmentation dans un contexte d'inflation, notamment pour ce qui concerne les coûts de l'énergie.

Les enjeux du territoire ne sont pas pour autant oubliés.

Ainsi, des crédits sont ouverts pour permettre de s'engager dans une politique de lutte contre la désertification médicale. Par ailleurs, des études sont proposées afin de s'engager dans une démarche de transition énergétique pour ses bâtiments (réseau de chaleur, photovoltaïque en auto consommation, application du décret tertiaire) et de candidater pour une OPAH sur l'ensemble du territoire communautaire. Par ailleurs, il est proposé que la communauté de communes poursuive son engagement en matière de lutte contre les inondations, notamment au quartier de Biroy à Aire sur l'Adour où l'écrêtement des crues du Vergoignan permettrait de limiter le volume des crues.

En matière d'investissement, 2023 sera une année de transition. Une pause sera marquée en 2023 après des années d'investissements conséquents sur les locaux scolaires.

Toutefois, l'effort est maintenu pour la voirie. Le volume des travaux est maintenu avec la réalisation d'une intervention importante sur la côte de Larriou à Aire sur l'Adour.

# BUDGET PRINCIPAL



## Vue d'ensemble

|                             | DÉPENSES  | RECETTES  |             |
|-----------------------------|---|---|-------------|
| Section de fonctionnement   | Charges à caractère général<br>2 183 542                  | Resultat de fonctionnement reporté<br>935 583         | 12 768 000€ |
|                             | Charges de personnel<br>3 746 985                         | Atténuations de charges<br>168 428                    |             |
|                             | Autres charges de gestion courante<br>3 396 442           | Produit des services<br>1 304 693                     |             |
|                             | Intérêts de la dette<br>97 990                            | Impôts et taxes<br>8 185 343                          |             |
|                             | Atténuations de produit<br>980 563                        | Dotations, subventions<br>1 942 011                   |             |
|                             | Divers dont dépenses imprévues<br>183 000                 | Produits de gestion courante<br>153 951               |             |
|                             | Virement vers la section<br>d'investissement<br>1 608 986 | Opérations d'ordre<br>77 991                          |             |
|                             | Amortissement de biens<br>570 492                         |   |             |
| Section<br>d'investissement | Capital de la dette<br>692 078                            | Auto financement<br>2 179 478                         | 3 855 206€  |
|                             | Amortissement des subventions<br>57 491                   | Subventions et dotations<br>662 069                   |             |
|                             | Dépenses d'investissement<br>2 406 484                    | Excédent de fonctionnement<br>capitalisé<br>1 013 659 |             |
|                             | Déficit d'investissement<br>699 153                       |   |             |

## Section de fonctionnement

### I- Dépenses de fonctionnement

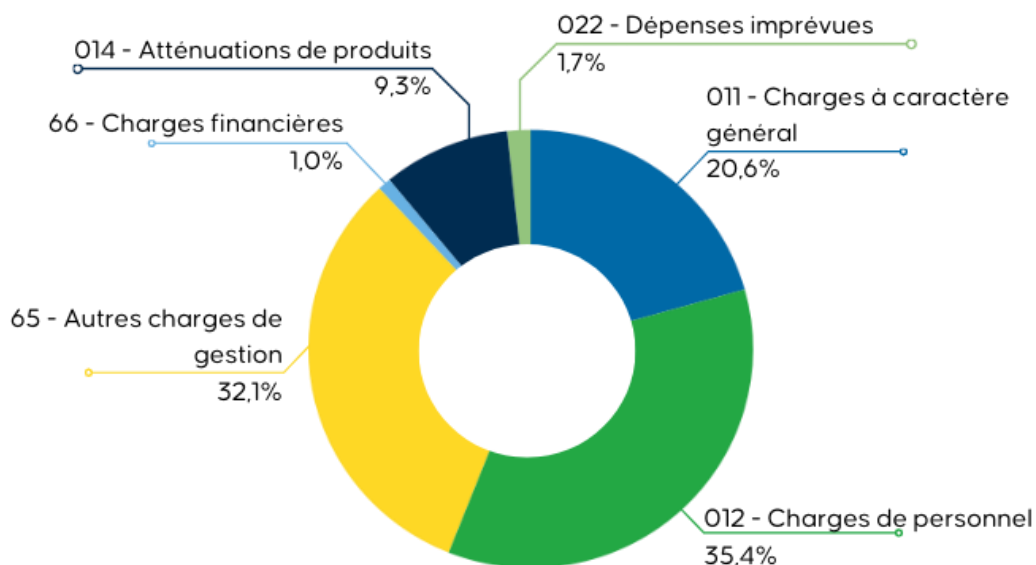
**Vue par chapitres (hors virement à la section d'investissement) :**

|            | LIBELLE                                       | CA 2022              | BP 2023              | Evolution   |
|------------|---|----------------------|----------------------|---|
| 61         | Services extérieurs                           | 751 798,27           | 848 938,00           | 97 139,73   |
| 62         | Autres services extérieurs                    | 212 679,46           | 272 402,00           | 59 722,54   |
| 63         | Autres impôts taxes                           | 19 902,42            | 24 242,00            | 4 339,58  |
| <b>011</b> | <b>Charges à caractère général</b>            | <b>1 758 694,91</b>  | <b>2 183 542,00</b>  | <b>424 847,09</b>    |
| <b>012</b> | <b>Charges de personnel</b>                   | <b>3 652 804,11</b>  | <b>3 746 985,01</b>  | 94 180,90   |
| <b>65</b>  | <b>Autres charges de gestion courante</b>     | <b>3 245 910,01</b>  | <b>3 396 442,00</b>  | 150 531,99  |
| <b>66</b>  | <b>Charges financières</b>                    | <b>96 050,45</b>     | <b>97 990,00</b>     | 1 939,55  |
| <b>67</b>  | <b>Charges exceptionnelles</b>                | <b>175,27</b>        | <b>1 000,00</b>      | 824,73  |
| <b>68</b>  | <b>Dotations aux provisions</b>               | <b>0,00</b>          | <b>2 000,00</b>      | 2 000,00  |
| <b>14</b>  | <b>Atténuations de produit</b>                | <b>946 477,23</b>    | <b>980 563,00</b>    | 34 085,77   |
| <b>022</b> | <b>Dépenses imprévues</b>                     | <b>0,00</b>          | <b>180 000,00</b>    | 180 000,00  |
|            | <b>TOTAL Opérations réelles</b>               | <b>9 700 111,98</b>  | <b>10 588 522,00</b> | <b>888 410,02</b>  |
| <b>023</b> | <b>Virement à la section d'investissement</b> | <b>0,00</b>          | <b>1 608 986,00</b>  | 1 608 986,00  |
| <b>042</b> | <b>Opérations d'ordre</b>                     | <b>544 340,04</b>    | <b>570 492,00</b>    | 26 151,96   |
|            | <b>TOTAL GENERAL</b>                          | <b>10 244 452,02</b> | <b>12 768 000,00</b> | <b>2 523 547,98</b>   |

Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 888 410,02€ (+9%).

Près de la moitié de cette augmentation concerne particulièrement les charges à caractère général qui augmentent de 424 847,09€ (+24%).

## Répartition des dépenses de fonctionnement par chapitre



### CHAPITRE 011 : CHARGES À CARACTERE GENERAL

**Chapitre 60 : achats**      ➡      **+ 34%** (263 645.24€) en 2023 par rapport au CA 2022

Il augmente notamment du fait :

- des dépenses d'énergie qui augmentent de 189 574€ (+130% pour l'électricité, +150% pour le gaz) ;


Augmentation du coût de l'énergie de l'énergie par services :

|                         |                    |
|-------------------------|--------------------|
| Affaires scolaires      | +91 037.27         |
| Cuisines centrales      | +67 421.89         |
| Médiathèques            | +13 331.23         |
| Administration générale | +10 592.89         |
| Ecole de musique        | +7 191.51          |
| <b>Total</b>            | <b>+189 574.79</b> |

- des achats de denrées alimentaires pour lesquelles une inflation de 10% a été prévue : +42 375€

Article 6068 : Autres matières et fournitures : l'augmentation de 17 645€ par rapport au compte administratif s'explique par le fait qu'en 2022, les crédits prévus pour les travaux de voirie en régie, 20 000€, ont été très peu consommés (2622,10€). Toutefois, le montant de 20 000€ pour travaux de voirie en régie ont été reconduits en 2023.

**Chapitre 61 : services extérieurs**

 **+ 10% (60 579€)** en 2023 par rapport au CA 2022

|               | <b>LIBELLE</b>                          | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    |
|---------------|---|-------------------|-------------------|
| <b>6135</b>   | Locations mobilières                    | 26 915,76         | 22 100,00         |
| <b>614</b>    | Charges locatives et de copropriété     | 385,20            | 389,00            |
| <b>61521</b>  | Entretien et rép. terrains              | 46 069,92         | 51 240,00         |
| <b>615221</b> | Entretien et rep. Bâtiments publics     | 26 983,04         | 56 500,00         |
| <b>615228</b> | Entretien et rep. Autres bâtiments      | 5 916,30          | 25 000,00         |
| <b>615231</b> | Entretien voiries                       | 439 578,39        | 450 800,00        |
| <b>615232</b> | Entretien réseaux                       | 1 395,52          | 4 000,00          |
| <b>61551</b>  | Matériel roulant                        | 4 813,60          | 4 800,00          |
| <b>61558</b>  | Autres biens mobiliers                  | 45 821,54         | 49 700,00         |
| <b>6156</b>   | Maintenance                             | 65 677,82         | 80 241,00         |
| <b>6161</b>   | Assurances multirisques                 | 9 479,77          | 11 212,00         |
| <b>6168</b>   | Autres assurances                       | 5 354,08          | 5 134,00          |
| <b>617</b>    | Etudes et recherches                    | 66 060,00         | 71 292,00         |
| <b>6182</b>   | Doc générale et technique               | 5 187,00          | 6 320,00          |
| <b>6184</b>   | Versement à des organismes de formation | 1 582,51          | 9 210,00          |
| <b>6188</b>   | Traitement ouvrages médiathèques        | 577,82            | 1 000,00          |
| <b>61</b>     | <b>Services extérieurs</b>              | <b>751 798,27</b> | <b>848 938,00</b> |

Articles 615221 et 615228 : entretien et réparations des bâtiments

Il est proposé des interventions renforcées pour l'entretien de bâtiments scolaires, des centres de loisirs, des cuisines centrales et de l'écloserie d'entreprises de Peyres.

Article 615231 : entretien voiries

| LIBELLE                           | CA 2022           | BP 2023           |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| Point à temps                     | 165 680,64        | 128 600,00        |
| Enrobé projeté                    | 45 384,00         | 49 800,00         |
| Curage fossés                     | 46 177,20         | 56 000,00         |
| Elagage                           | 19 740,00         | 20 500,00         |
| Entretien pluvial                 | 89,70             | 1 500,00          |
| Entretien des ouvrages            | 2 280,00          | 3 000,00          |
| Fauchage                          | 140 024,40        | 162 400,00        |
| Divers et imprévus                | 286,50            | 10 000,00         |
| Signalétique                      | 19 915,95         | 19 000,00         |
| <b>Entretien voies et réseaux</b> | <b>439 578,39</b> | <b>450 800,00</b> |

Article 6156 : maintenance

Prise en compte un montant du coût du logiciel courrier auparavant retracé sur l'article 6135 (5688 €), maintenance de système de climatisation supplémentaire (médiathèque).

Article 617 : études et recherches

Cet article prévoit le solde des études « petites villes de demain », le lancement d'une étude pré-opérationnelle pour une OPAH sur l'ensemble du territoire communautaire et une provision pour la mise en œuvre d'actions en matière d'accès à la santé sur le territoire.

| LIBELLE                     | CA 2022          | BP 2023          |
|-----------------------------|------------------|------------------|
| Etudes PVD                  | 66 060,00        | 15 232,00        |
| Etudes Pré OP OPAH          |                  | 21 060,00        |
| Actions santé               |                  | 35 000,00        |
| <b>Etudes et recherches</b> | <b>66 060,00</b> | <b>71 292,00</b> |

## Article 6184 : Versement à des organismes de formation

On prévoit en 2023 des formations pour le passage à la comptabilité M57 et les formations obligatoires pour les membres du comité social territorial (CST).

### Chapitre 62 : Autre services extérieurs → + 28% (59 722€) en 2023 par rapport au CA 2022

|             | <b>LIBELLE</b>                    | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    |
|-------------|-----------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>6226</b> | Honoraires                        | 1 027,20          | 1 880,00          |
| <b>6227</b> | Frais actes et contentieux        | 19 720,00         | 20 000,00         |
| <b>6228</b> | Divers                            | 40 065,71         | 74 875,00         |
| <b>6231</b> | Annonces et insertions            | 11 603,25         | 6 000,00          |
| <b>6232</b> | Fêtes et cérémonies               | 23 615,98         | 26 750,00         |
| <b>6236</b> | Catalogues et imprimés            | 6 201,54          | 12 300,00         |
| <b>6237</b> | Publications                      | 0,00              | 0,00              |
| <b>6238</b> | Divers                            | 0,00              | 1 890,00          |
| <b>6247</b> | Transport collectif               | 11 168,00         | 15 000,00         |
| <b>6251</b> | Déplacements du personnel         | 0,00              | 0,00              |
| <b>6255</b> | Frais de déménagement             | 0,00              | 0,00              |
| <b>6256</b> | Missions                          | 985,24            | 1 600,00          |
| <b>6257</b> | Réceptions                        | 2 350,87          | 8 100,00          |
| <b>6261</b> | Frais d'affranchissement          | 6 851,79          | 7 350,00          |
| <b>6262</b> | Frais de télécommunications       | 17 606,86         | 17 200,00         |
| <b>627</b>  | Frais bancaires                   | 652,63            | 760,00            |
| <b>6281</b> | Concours divers (cotisations)     | 29 173,78         | 31 140,00         |
| <b>6283</b> | Nettoyage locaux                  | 1 483,20          | 1 250,00          |
| <b>6288</b> | Autres services extérieurs        | 40 173,41         | 46 307,00         |
| <b>62</b>   | <b>Autres services extérieurs</b> | <b>212 679,46</b> | <b>272 402,00</b> |

## Article 6228 : Divers

Il prévoit notamment :

- un montant de 9450€ pour missions d'accompagnement SYDEC en matière d'énergie : application du décret tertiaire (5 850€), actualisation de l'étude de faisabilité d'un réseau chaleur (1800€) étude de faisabilité de photovoltaïque pour autoconsommation aux cuisines centrales (1800€)
- un montant de 10 063€ pour la mise en œuvre du logiciel OCTIME, en continuité avec le CIAS (7000€ abonnement et 3063€ de formation.

## Article 6236 : Catalogues et imprimés

Un montant de 8300€ est proposé pour les supports écrits de communication.

## Article 6257 : Réceptions : prévision d'une manifestation personnel/élus (6500 €)

# CHAPITRE 012 : CHARGES DE PERSONNEL

➡ **+2.6%** (94 180€) en 2023 par rapport au CA 2022

Répartition par services :

|                         |                   |              |
|-------------------------|-------------------|--------------|
| Affaires scolaires      | +14 244.91        | +1%          |
| Cuisines centrales      | +10 299.81        | +2.6%        |
| Médiathèques            | +2 379.54         | +0.7%        |
| Administration générale | +50 685.62        | +4.2%        |
| Ecole de musique        | +16 571.01        | +6.33%       |
| <b>Total</b>            | <b>+94 180.89</b> | <b>+2.6%</b> |

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante ➡ **+4.6%** (150 531.99€) en 2023 par rapport au CA 2022

Elles représentent 26% des charges de fonctionnement.

Cette augmentation est principalement due à l'évolution de l'article 65548 qui progresse de 153 690€, soit 8% :

| <b>Contribution organismes de regroupement</b> | <b>CA 2022</b>      | <b>BP 2023</b>      |
|--|---------------------|---------------------|
| PETR Adour Chalosse Tursan                     | 36 019,20           | 41 120,00           |
| ADACL  | 821,00              | 821,00              |
| SICTOM   | 1 778 240,49        | 1 906 290,00        |
| SYDEC Numérique                                | 22 428,00           | 35 185,00           |
| <i>SGLB</i>                                    | <i>26 197,39</i>    | <i>25 736,00</i>    |
| <i>SMAA</i>                                    | <i>13 972,02</i>    | <i>13 972,00</i>    |
| <i>SAM</i>                                     | <i>22 010,16</i>    | <i>30 255,00</i>    |
| <i>Institution Adour</i>                       | <i>250,00</i>       | <i>250,00</i>       |
| Syndicats GEMAPI                               | 62 429,57           | 70 213,00           |
| ZA GARLIN                                      | 10 000,00           | 10 000,00           |
| Reversement compensation taxe séjour Eugénie   | 42 409,65           | 0,00                |
| <b>TOTAL</b>                                   | <b>1 909 938,26</b> | <b>2 063 629,00</b> |

Le financement de la plupart des organismes de regroupement est à la hausse.

La cotisation au SICTOM Ouest du Gers augmente de 7.2%, + 128 049€. Cette dépense est équilibrée par la perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères d'un montant équivalent.

La contribution au PETR Adour Chalosse Tursan augmente de 5 100€ du fait de l'augmentation du financement de l'abattoir d'Hagetmau qui passe de 10 291€ à 15 420€ en 2023.

Le financement des frais de fonctionnement du SYDEC numérique augmente de 12 757€.

Les cotisations GEMAPI augmentent du fait de la prise en compte de l'étude hydraulique sur le bassin versant du Vergoignan réalisée par le syndicat Adour Midouze (SAM) : 8 400€.

Le reversement de la compensation du produit de taxe séjour à la commune d'Eugénie était une mesure exceptionnelle mise en œuvre par l'Etat en 2022 pour prendre en compte les conséquences de la crise sanitaire.

## Article 6558 : Autres contributions obligatoires

| LIBELLE  | CA 2022   |            | BP 2023   |            |                                     |
|--|-----------|------------|-----------|------------|-------------------------------------|
|  |           | 293 082.58 |           | 329 800.00 |                                     |
| Participation obligatoire fonctionnement école privée Jeanne d'Arcet/Saint Joseph<br><b>Ecole maternelle</b>     | 68 391.00 | 122 518.50 | 67 804.00 | 124 016.00 | 1474€ pour 46 enfants en maternelle |
| Participation obligatoire fonctionnement de l'école privée Jeanne d'Arc/Saint Joseph<br><b>Ecole élémentaire</b> | 54 127.50 |            | 56 212.00 |            | 598€ pour 94 enfants en élémentaire |
| Participation fonctionnement Syndicat mixte Duhort/Renung/Larrivière   |           | 114 500.00 |           | 114 500.00 |                                     |
| Participation fonctionnement Syndicat mixte Aubagnan/Bats/Vielle Tursan  |           | 41 102.54  |           | 54 084.00  |                                     |
| Frais scolarité divers collectivités : Saint Sever/ Nogaro/Mont de Marsan  |           | 3 009.07   |           | 15 200.00  |                                     |
| Frais scolarité pour enfants scolarisés à Garlin (dérogations pour les communes de Saint Agnet/Sarron/Latrille)  |           | 14 400.00  |           | 22 000.00  |                                     |

Cet article ne concerne que le service des affaires scolaires.

On relève que dans un contexte d'inflation, le financement des écoles privées est en légère augmentation malgré une baisse des effectifs.

La participation au SIVU Aubagnan Bats Vielle Tursan est en augmentation afin de prendre en compte l'augmentation du prix des repas facturés par l'EHPAD de Geaune et le coût de remplacement d'agents en arrêt maladie.

Les frais de scolarité pour diverses collectivités -St-Sever - Nogaro -Mont de Marsan est surévalué de façon à se donner de la marge sur cet article.

### Subvention au CIAS

Cette subvention, 410 115€, est en baisse par rapport aux années précédentes.

| LIBELLE      |                       | 2020              | 2021              | 2022              | 2023              |
|--------------|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Associatif   | Les Calinous          | 10 628,00         | 10 628,00         | 10 628,00         | 0,00              |
|              | Les Pitchouns         | 1 300,00          | 1 300,00          | 1 300,00          | 1 300,00          |
| CIAS         | Jardin à Malices      | 55 000,00         | 44 691,00         | 64 700,00         | 99 368,00         |
|              | Relais petite enfance | 12 000,00         | 10 450,00         | 10 450,00         | 0,00              |
|              | France Services       | 55 000,00         | 30 830,90         | 45 800,00         | 92 710,00         |
|              | SPASAD (Service SAD)  | 46 408,49         | 49 750,83         | 157 309,48        | 0,00              |
|              | Budget Principal      | 256 748,69        | 274 090,25        | 153 804,52        | 216 737,00        |
| <b>TOTAL</b> |                       | <b>437 085,18</b> | <b>423 761,98</b> | <b>443 992,00</b> | <b>410 115,00</b> |

On relève que l'espace France Services nécessite une augmentation significative de la participation de la communauté de communes qui passe de 45 800€ en 2022 à 92 710€. Cette augmentation de 46 910€ s'explique par une augmentation des coûts de l'énergie (+12 119€) mais surtout par l'augmentation des charges salariales (+29 480€) générée par le retour d'un agent qui était en demi-traitement (longue maladie) en 2022 et l'absence prolongée de cet agent en maladie ordinaire (plein traitement) et donc le maintien de son remplacement.

De même, le besoin de financement du service « Jardin à Malices » passe de 64 700€ à 99 368€ en 2023.

L'augmentation du financement du budget principal CIAS ne correspond pas à une augmentation des dépenses mais à une baisse de l'excédent N-1 reporté en recettes. En effet, le choix a été fait de consommer les excédents cumulés sur plusieurs années sur les différents services CIAS.

#### Article 6574 : Subventions aux associations

Cet article concerne principalement le service des affaires scolaires.

|   |  | <b>C.A. 2022</b> | <b>B.P. 2023</b>                      |
|---|--|------------------|---------------------------------------|
| <b>Subventions</b>  |  | 222 900,00 €     | 243 250,00 €                          |
| <b>Association ALALE</b>  | Subvention de fonctionnement - gestionnaire du Centre de Loisirs Aire sur l'Adour        | 160 000,00 €     | 140 000 + 20 000 amélioration des TAP |
| <b>Association ALLA</b>   | Subvention de fonctionnement , gestionnaire du Centre de Loisirs Lannux                  | 49 000,00 €      | 69 000,00 €                           |
| <b>Ecoles Aire sur l'Adour (maternelle &amp; élémentaires)</b>      | Association des parents d'élèves d'Aire sur l'Adour pour participer à la fête des écoles | 700,00 €         | - €                                   |
|   | Coopérative scolaire Ecole d'Aire sur l'Adour - Départ à la retraite agents              | 300,00 €         | - €                                   |
| <b>Ecole maternelle Aire sur l'Adour</b>                            | 18€ / élève - Coopérative scolaire - SORTIES de fin d'année                              | 2 150,00 €       | 2 150,00 €                            |
| <b>Ecole élémentaire Aire sur l'Adour</b>                           | Coopérative scolaire - CLASSE CIRQUE   | 800,00 €         | 2 000,00 €                            |
|   | 18€ / élève - Coopérative scolaire - SORTIES de fin d'année                              | 4 500,00 €       | 4 150,00 €                            |
| <b>Ecole maternelle Barcelonne du Gers</b>                          | 18€ / élève - Coopérative scolaire - SORTIES de fin d'année                              | 1 000,00 €       | 1 000,00 €                            |
| <b>Ecole élémentaire Barcelonne du Gers</b>                         | 18€ / élève - Coopérative scolaire - SORTIES de fin d'année                              | 1 500,00 €       | 1 500,00 €                            |
| <b>Groupe scolaire Eugénie les Bains</b>                            | 18€ / élève - Coopérative scolaire - SORTIES de fin d'année                              | 1 750,00 €       | 1 800,00 €                            |
| <b>Ecoles du Leez (Lannux / Corneillan / Ségos)</b>                 | Coopérative scolaire - SORTIES de fin d'année  | 1 200,00 €       | 1 200,00 €                            |
| <b>Collectif départemental pour l'accès des jeunes à la culture</b> |  | - €              | 450,00 €                              |

### Subventions aux centres de loisirs

Une augmentation de 20 000€ est proposée pour l'association ALLA de façon à prendre en compte le fait que la mise à disposition d'un agent communautaire à l'association a été supprimée et remplacée par le recrutement direct d'un agent par ALLA.

Concernant ALALE, dans le cadre de la nouvelle convention d'objectif, il est prévu que le montant de 160 000€ intègre pour un montant de 20 000€ des actions concrètes pour l'amélioration des TAP à compter de septembre 2023.

### Chapitre 66 : Charges financières

Le montant de 102 282,87 € prévoit une éventuelle augmentation des intérêts de 2 prêts indexés sur le taux du livret A à compter du 1<sup>er</sup> août.

### Chapitre 14 : Atténuations de produits

|                | <b>LIBELLE</b>                       | <b>CA 2022</b>    | <b>BP 2023</b>    |
|----------------|--------------------------------------|-------------------|-------------------|
| <b>7391178</b> | Dégrèvement taxe GEMAP               | 1 939,00          | 2 400,00          |
| <b>739211</b>  | Attribution de compensation          | 49 122,12         | 49 123,00         |
| <b>739216</b>  | Reversement de fiscalité taxe séjour | 126 376,11        | 160 000,00        |
| <b>739221</b>  | Prélèvement FNGIR                    | 609 827,00        | 609 827,00        |
| <b>73925</b>   | Reversement FPIC                     | 159 213,00        | 159 213,00        |
| <b>14</b>      | <b>Atténuations de produit</b>       | <b>946 477,23</b> | <b>980 563,00</b> |

Dégrèvement taxe GEMAPI : cette dépense prend en compte le dégrèvement de certains contribuables.

Reversement de fiscalité taxe séjour : le produit de la taxe de séjour ayant amorcé un retour à un niveau normal après la crise sanitaire. Le reversement du montant de la taxe de séjour perçue à Eugénie en 2022 atteint le montant plafonné à 160 000€.

Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) permet de compenser pour chaque commune et établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, les conséquences financières de la réforme de la fiscalité locale, en application du point 2.1 de l'article 78 de la loi no 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010. Le prélèvement (ou le reversement) au titre du FNGIR est calculé sur la base d'une comparaison des ressources avant et après réforme (dont les produits de l'imposition sur les entreprises de réseaux -IFER- perçus) de la taxe professionnelle pour le seul exercice 2010. Le calcul de ces garanties de ressources est une opération à caractère national. Les collectivités « gagnantes » de la réforme financent les pertes des collectivités « perdantes ». Le montant de 609 827€ est inchangé depuis 2015.

FPIC : L'ensemble intercommunal d'Aire sur l'Adour (Communes membres de l'EPCI et EPCI) n'était pas éligible au versement du FPIC en 2022 (recette) et a donc bénéficié d'une compensation à hauteur de 50% du montant perçu en 2021. Dans le cadre du BP 2023, il est proposé de travailler sur l'hypothèse prudente que cette inéligibilité se prolonge. Dans ce cas, il n'y aurait pas de versement du FPIC (recette) mais une dépense correspondant à la contribution FPIC 2022. Pour rappel, les montants du FPIC sont notifiés en juin.

## CHAPITRE 022 : DÉPENSES IMPRÉVUES

Un montant de dépenses imprévues de 180 000€ est proposé.

Celui-ci permet d'envisager :

- La mise en œuvre d'actions concrètes en matière d'accès à la santé sur le territoire. A ce jour, la réflexion est entamée avec les professionnels de santé et aucune politique n'a été actée par le conseil communautaire.
- La concrétisation d'un système de mutualisation de secrétaires de mairie qui supposerait par ailleurs la participation des communes bénéficiaires.
- L'augmentation plus élevée de certaines dépenses dans un contexte d'inflation.

## II- Recettes de fonctionnement

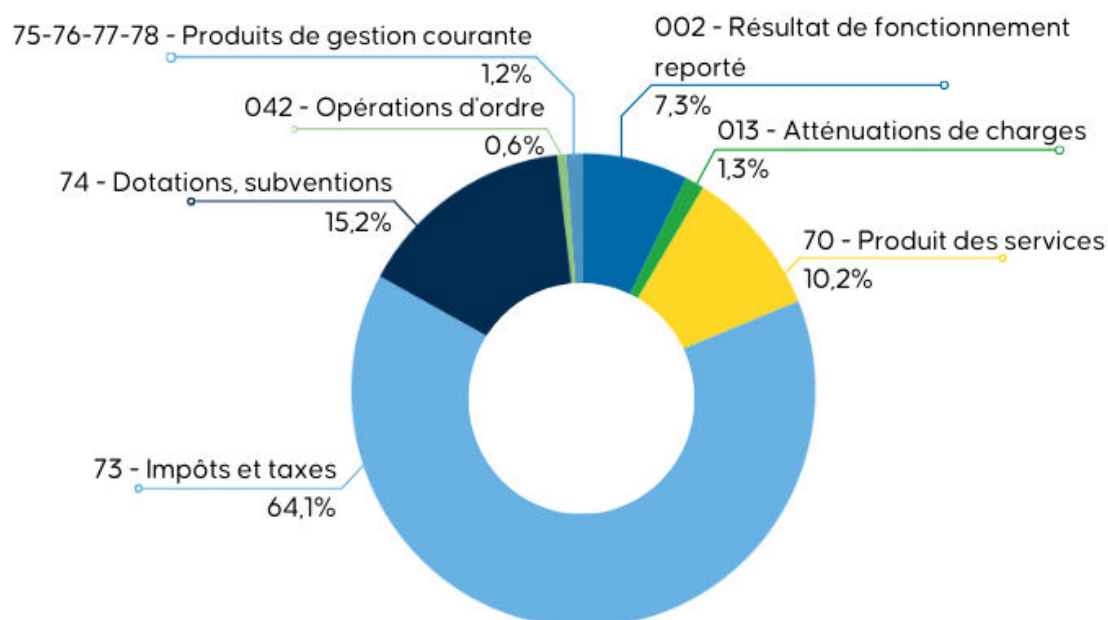
### I- Vue par chapitres :

|     | <b>LIBELLE</b>                     | <b>CA 2022</b>       | <b>BP 2023</b>       | <b>Evolution</b>   |
|-----|------------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------|
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 884 136,82           | 935 583,27           | + 51 446.45        |
| 013 | Atténuations de charges            | 174 352,02           | 168 428,00           | -5 924.02          |
| 70  | Produit des services               | 1 084 946,47         | 1 304 693,00         | +219 746.53        |
| 73  | Impôts et taxes                    | 7 855 378,92         | 8 185 343,00         | +329 964.08        |
| 74  | Dotations, subventions             | 1 986 293,36         | 1 942 011,00         | -44 282.36         |
| 75  | Produits de gestion courante       | 153 670,75           | 150 448,73           | -3 222.02          |
| 77  | Produits exceptionnels             | 9 791,50             | 780,00               | -9 011.50          |
| 78  | Reprise de provisions              | 0,00                 | 2 722,00             | +2 722,00          |
|     | <b>TOTAL opérations réelles</b>    | <b>12 148 569,84</b> | <b>12 690 009,00</b> | <b>+541 439.16</b> |
| 042 | Opérations d'ordre                 | 45 124,69            | 77 991,00            | +32 866.16         |
|     | <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>               | <b>12 193 694,53</b> | <b>12 768 000,00</b> | <b>+574 305.47</b> |

Les recettes de fonctionnement progressent de 574 305€ (+4.7%) grâce à une augmentation des impôts et taxes (+329 964€ ; +4.2%), du résultat de fonctionnement reporté (+51 446€).

L'augmentation des produits de services (219 746€) est à relativiser car elle est en grande partie due à un changement d'imputation de la compensation de l'Etat pour les tarifs sociaux de restauration scolaire (189 207€) retracé à l'article 74718 en 2022 qui passe à l'article 7067 en 2023.

### Recettes de fonctionnement par chapitre :



## II- Focus sur les dotations et les recettes fiscales :

### Évolution des taxes directes locales et des allocations compensatrices :

| LIBELLE                           | Budget 2022      | CA 2022          | BP 2023          | Evolution       | %            |
|-----------------------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|--------------|
| TH résidences secondaires         | 129 800          | 135 278          | 144 800          | +9 522          | 7,04         |
| TFB                               | 369 375          | 369 195          | 398 475          | +29 280         | 7,93         |
| TFNB                              | 19 594           | 19 591           | 20 935           | +1 344          | 6,86         |
| Taxe additionnelle FNB            | 19 203           | 19 135           | 20 152           | +1 017          | 5,31         |
| CFE                               | 1 467 144        | 1 459 089        | 1 560 390        | +101 301        | 7            |
| Rôles complémentaires             |                  | 25 796           | -                | -25 796         | -            |
| <b>Contributions directes</b>     | <b>2 005 116</b> | <b>2 028 084</b> | <b>2 144 752</b> | <b>+116 668</b> | <b>5,75</b>  |
| CVAE                              | 898 407          | 898 407          | 0                | -               | -            |
| TASCOM                            | 300 757          | 328 016          | 344 416          | +16 400         | 5            |
| IFER                              | 103 552          | 109 817          | 114 541          | +4 724          | 4,30         |
| Fraction de TVA nationale CVAE    |                  |                  | 972 276          | +73 869         | 8,22         |
| Fraction de TVA nationale         | 1 546 569        | 1 550 294        | 1 629 383        | +79 089         | 5,10         |
| <b>Impôts et taxes</b>            | <b>4 854 401</b> | <b>4 914 618</b> | <b>5 205 368</b> | <b>+290 750</b> | <b>5,91</b>  |
| Etat compensation exo CFE/CVAE    | 336 395          | 336 395          | 381 897          | 45 502          | 13,52        |
| Compensation au titre des exos TF | 21 226           | 21 226           | 22 731           | 1 505           | 7,09         |
| <b>Compensation fiscalité</b>     | <b>357 621</b>   | <b>357 621</b>   | <b>404 628</b>   | <b>+47 007</b>  | <b>13,14</b> |
| <b>Versement FPIC</b>             | <b>111 845</b>   | <b>111 845</b>   | <b>0</b>         | <b>-111 845</b> | <b>-100</b>  |
| <b>Fiscalité et péréquation</b>   | <b>5 323 867</b> | <b>5 384 084</b> | <b>5 609 996</b> | <b>225 912</b>  | <b>4</b>     |

La progression significative des recettes de fiscalité et des allocations compensatrices (+337 757€) est rognée par la probable disparition d'un versement du FPIC en 2023 (recette de 111 845€ en 2022). Elle permet toutefois de dégager une marge de 225 912€ pour faire face aux dépenses 2023.

Cette progression est essentiellement due à la majoration forfaitaire des bases de fiscalité directe et au dynamisme de la TVA.

- **Suppression de la CVAE**

La structure des recettes fiscales est modifiée par la suppression de CVAE qui est compensée par un versement d'une fraction de la TVA comme cela a été fait pour la suppression de la TH.

La compensation de la CVAE supprimée sera calculée sur la moyenne des années 2020, 2021 et 2022 plus ce que la collectivité aurait dû percevoir en 2023.

Le montant prévisionnel de cette fraction de TVA notifié pour le vote du BP 2023 est de 972 276€. Ce montant fera l'objet d'une actualisation à l'automne en lien avec la nouvelle prévision de TVA dans le cadre du projet de la loi de finances pour 2024.

- **Contributions directes**

On observe la nette progression du produit de la CFE, de 7% (+101 301€), ainsi que celui du foncier bâti, près de 8% (+29 280€). Cette évolution est essentiellement imputable à la majoration forfaitaire des bases de fiscalité directe fixée à 7.1% en 2023.

- **Dynamisme de la TVA**

La fraction de TVA reversée au titre de la compensation de la suppression de la TH évolue de 5.1% en 2023 comme prévu.

La fraction de TVA reversée au titre de la compensation de la CVAE évolue plus sensiblement (+8.22%) car son calcul prend en compte le produit théorique de la CVAE 2023, lui-même en augmentation par rapport aux années précédentes.

- **Allocations compensatrices**

On relève enfin la forte progression des allocations compensatrices (+13%, soit un produit supplémentaire de 47 007€), évolution imputable aux compensations de la fiscalité économique (+13.5%)

### **Chapitre 73 : Autres impôts et taxes**

|             | <b>LIBELLE</b>              | <b>CA 2022</b> | <b>BP 2023</b> |
|-------------|-----------------------------|----------------|----------------|
| <b>7321</b> | Attribution de compensation | 809 292,01     | 809 292,00     |
| <b>7331</b> | Taxe enlèvement OM          | 1 778 445,00   | 1 906 290,00   |
| <b>7346</b> | Taxe GEMAPI                 | 39 667,00      | 64 393,00      |
| <b>7362</b> | Taxe de séjour              | 199 670,91     | 200 000,00     |

Les attributions de compensation à verser par les communes n'ont pas été modifiées depuis 2018.

La TEOM est calculée de façon à assurer un produit équivalent à la cotisation sollicitée par le SICTOM Ouest du Gers en 2023, elle augmente de 7.2%.

Le produit 2023 de la taxe GEMAPI est proposé à 64 393€, conformément à la délibération n° 1204723/03.

Ecrêtement des crues du Vergoignan

En dépenses au titre de la GEMAPI, le BP 2023 prévoit en investissement une étude de perméabilité et une étude de risque pour l'écêtement des crues du Vergoignan par stockage temporaire des eaux dans l'ancienne carrière d'extraction située en bordure de la déviation de Barcelonne du Gers pour un montant total de 30 000€. Par ailleurs, un montant de 18 000€ est prévu pour l'acquisition du site.

Le financement de ces dépenses par la taxe GEMAPI sera lissé sur les années prochaines, sur la base des coûts définitifs de l'opération.

Le produit 2023 de la taxe de séjour est proposé à 200 000€ qui reste une estimation prudente.

### Dotations et subventions

|               | LIBELLE                                  | CA 2022             | BP 2023             |
|---------------|--|---------------------|---------------------|
| <b>74124</b>  | Dotation d'intercommunalité              | 634 393,00          | 634 393,00          |
| <b>74126</b>  | Dotation de compensation                 | 506 970,00          | 504 027,00          |
| <b>744</b>    | FCTVA sur dépenses fonctionnement        | 65 179,00           | 78 045,00           |
| <b>74718</b>  | Subvention état autres                   | 244 207,00          | 108 294,00          |
| <b>7472</b>   | Subvention Région                        | 7 500,00            | 7 500,00            |
| <b>7473</b>   | Subvention CG 40                         | 0,00                | 17 741,00           |
| <b>74748</b>  | Participation des communes               | 5 100,00            | 850,00              |
| <b>7478</b>   | Autres organismes                        | 92 767,61           | 149 811,00          |
| <b>74832</b>  | Attribution du fonds départemental de TP | 25 189,42           | 0,00                |
| <b>74833</b>  | Etat compensation exo CFE                | 336 395,00          | 381 897,00          |
| <b>74834</b>  | Compensation au titre des exos TF        | 21 226,00           | 22 731,00           |
| <b>748388</b> | Subvention Gemapi                        | 2 833,00            | 2 833,00            |
| <b>7488</b>   | Autres attributions                      | 44 533,33           | 33 889,00           |
| <b>74</b>     | <b>Dotations, subventions</b>            | <b>1 986 293,36</b> | <b>1 942 011,00</b> |

Dotation Globale de Fonctionnement 2023 : **1 138 420 €** (soit **2 943 € de moins** par rapport 2022) dont :

- Dotation d'Intercommunalité 2023 : **634 393 €** (soit **le même montant** par rapport à 2022)
- Dotation de Compensation 2023 : **504 027 €** (soit **2 943 € de moins** par rapport à 2022 (- **0,6%**) Tous les EPCI subissent une baisse de 0,6% de la Dotation de Compensation

Article 74718 : Subventions Etat autres :

- 15 000€ pour France Services,
- 25 000€ pour la médiathèque (ANCT)
- 68 294€ de remboursement pour la participation aux écoles maternelles privées.

Article 7472 : Subvention Région : pour transports scolaires.

Article 7473 : Subvention CD 40 : 17 741€ pour étude PVD

Article 74748 : Participation des Communes : Luppé Violles pour école

Article 7478 : Autres organismes :

- ANAH pour étude OPAH 8 775€ ;
- Banque Territoires pour PVD 30 186€ ;
- Fonds inter organismes 15 000 pour France Services ;
- CAF 73 850€ pour PSEJ.

Article 7488 : Autres attributions :

- 30 000 € pour affaires scolaires pour fonds d'amorçage
- 3 889€ de mécénat Médiathèque.

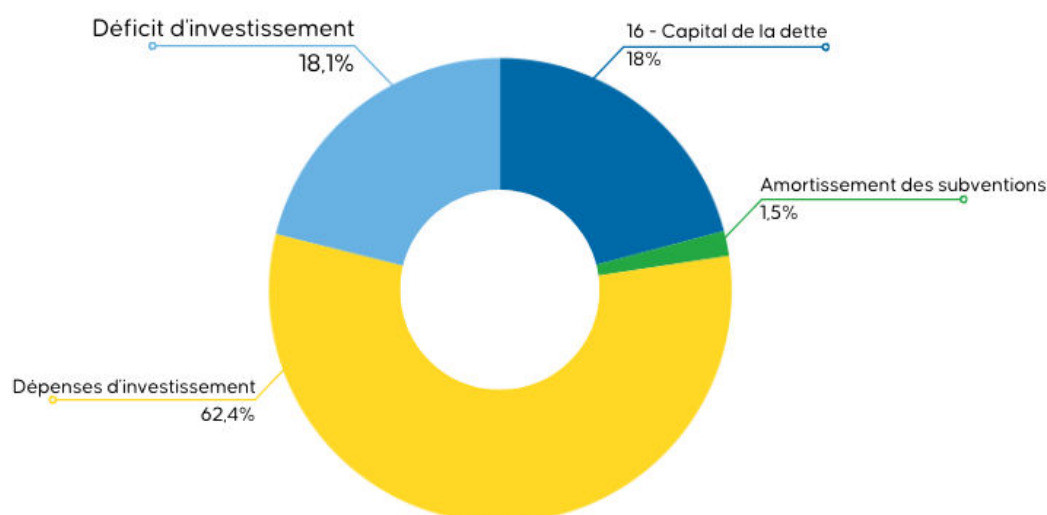
### **Chapitre 75 : Autres produits de gestion courante**

Les recettes sont principalement constituées par les revenus des immeubles estimés à 147 924€ pour 2023.

## **Section d'investissement**

La section d'investissement s'équilibre à 3 855 206€.

### **I-Répartition des dépenses**



## II- Principales Dépenses d'investissement

### ➤ VOIRIE

|                                    | Reste à Réaliser  | Propositions nouvelles | Total BP 2023       |
|------------------------------------|-------------------|------------------------|---------------------|
| Voirie 2021 revêtements            | 102 571,32        | 0,00                   | 102 571,32          |
| Voirie 2021 assainissement pluvial | 24 013,50         | 0,00                   | 24 013,50           |
| Voirie 2022 revêtements            | 104 520,08        | 0,00                   | 104 520,08          |
| Voirie 2022 assainissement pluvial | 215 074,80        | 0,00                   | 215 074,80          |
| Voirie 2023 revêtement             | 0,00              | 500 000,00             | 500 000,00          |
| Voirie 2023 assainissement pluvial | 0,00              | 500 000,00             | 500 000,00          |
| <b>Total</b>                       | <b>446 179.70</b> | <b>1 000 000.00</b>    | <b>1 446 179.70</b> |

Le programme d'investissement 2023 est proposé à un montant de 1 000 000€. Il intègre les travaux de la côte de Larriou à Aire pour un montant de 306 927€ TTC .

Avec les travaux en reste à réaliser, l'investissement total est de 1 446 179.70€.

Compte tenu de leur montant prévisionnel (502 337€ sur un total de 939 712€ de réseau pluvial), les travaux de réseau pluvial au lotissement de Biroy à Aire sur l'Adour feront l'objet, si un démarrage du chantier était possible en 2023, d'une décision modificative budgétaire fixant le montant des travaux en dépense et un emprunt correspondant en recette. En effet, il convient de s'interroger sur le bien-fondé d'un autofinancement pour un réseau qui durera plusieurs décennies, surtout si le montant de l'investissement est conséquent. S'il n'y a pas de financement par emprunt, les marges sont amputées pour financer les besoins habituels du programme Voirie.

### ➤ GEMAPI

Bassin d'écêtement du Vergoignan

Il est prévu d'engager 30 000€ d'études (perméabilité du site+ étude de risques). Par ailleurs une enveloppe de 18 000€ est proposée pour l'acquisition du site de l'ancienne carrière.

### ➤ URBANISME

Deux procédures de déclaration de projets concernant des centrales photovoltaïques au sol sont programmées (Renung et Barcelonne du Gers -ZA de Bassia), elles génèreront 14 627.16€ de dépenses.

### ➤ ACTION ECONOMIQUE

Reconduction d'une enveloppe de 50 000€ pour financement les projets d'entreprises dans les centres bourgs.

Rénovation des espaces publics et voirie pour la ZAC de Peyres : 64 166€

Avance pour équilibrer le budget annexe de Bassia :

Il est proposé de ne pas prévoir de vente de terrain dans le cadre du budget primitif. Par conséquent, il convient de prévoir une avance de 170 480€. Celle-ci pourra être revue à la baisse si une vente se concrétisait au cours de l'exercice budgétaire.

Renouvellement de la signalétique économique et touristique : 17 000€ dont 7 500€ en reste à réaliser

### ➤ POLE CULTUREL

L'investissement prévu pour cet équipement en 2023 consiste en la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre jusqu'au DCE. Cela représente un montant de 256 000€.

Pour rappel, la décision de création d'une salle de spectacle sera prise par le conseil communautaire d'ici le mois de juin 2023 sur la base des financements mobilisables et d'une étude d'impact budgétaire.

La consultation des entreprises sera menée début 2024 pour une ouverture des plis avant le budget primitif.

### ➤ MEDIATHEQUES

Un montant de 41 710,89€ est proposé, principalement constitué du de l'achats de collections et de matériel bureautique.

| Libellé                       | RAR 2022 | Propositions | BP 2023          |
|-------------------------------|----------|--------------|------------------|
| Licences ordinateurs          |          | 450,00       | 450,00           |
| Matériel bureau, informatique |          | 8 200,00     | 8 200,00         |
| Autres immobilisations        | 669,00   | 1 224,00     | 1 893,00         |
| Constitution collections      | 1 167,89 | 30 000,00    | 31 167,89        |
| Total                         | 1 836,89 | 39 874,00    | <b>41 710,89</b> |

### ➤ ECOLE DE MUSIQUE

Comme chaque année, l'achat d'instruments est programmé ainsi que le renouvellement d'un ordinateur.

|                             |                 |
|-----------------------------|-----------------|
|                             |                 |
| Matériel informatique       | 900,00          |
| Instruments                 | 5 500,00        |
| <i>Instruments ECOLE</i>    | <i>3 100,00</i> |
| <i>Instruments DIAPASON</i> | <i>1 500,00</i> |
| <i>Autres immos</i>         | <i>900,00</i>   |
| <b>Total</b>                | <b>6 400,00</b> |

### ➤ LOCAUX SCOLAIRES

Il est proposé de faire une pause pour l'investissement sur les locaux scolaires après une dizaine d'années de travaux conséquents sur l'ensemble du parc communautaire. Par conséquent, une enveloppe de 50 000€ est prévue divers travaux et achats en 2023

### ➤ CUISINES CENTRALES

Un montant de 103 521,97€ d'investissement intégrant 83 809,37€ de travaux et 19 712,60€ d'achat de matériel est proposé :

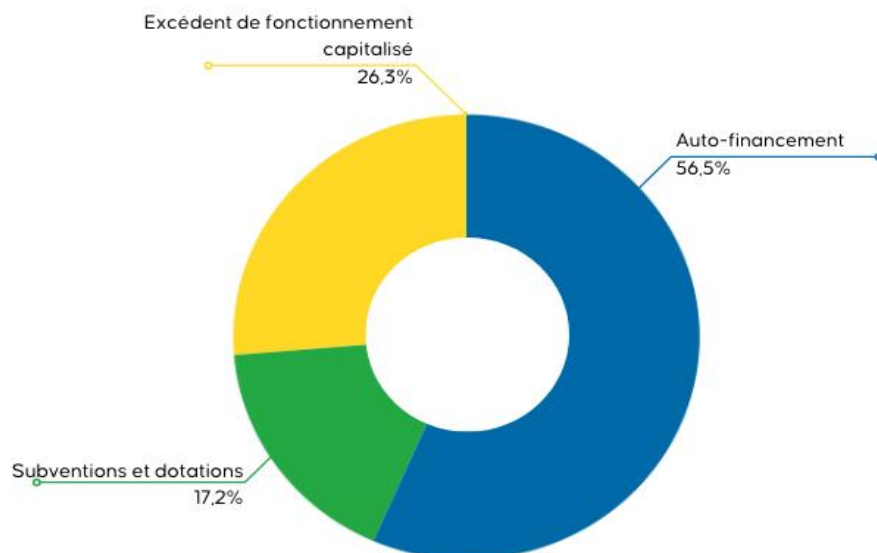
|                                   | R à Réaliser     | Nouvelles propositions | BP 2023           |
|-----------------------------------|------------------|------------------------|-------------------|
| Remplacement climatisation        |                  | 15 945,00              | 15 945,00         |
| Modification chauffage            |                  | 3 734,00               | 3 734,00          |
| Mise aux normes local chariots    |                  | 7 896,00               | 7 896,00          |
| Extension pièces froides          |                  | 25 301,00              | 25 301,00         |
| <b>Travaux bâtiments</b>          | <b>30 933,37</b> | <b>52 876,00</b>       | <b>83 809,37</b>  |
| Cellule refroidissement           | 4 326,60         |                        | 4 326,60          |
| Sauteuses                         | 1 416,00         |                        | 1 416,00          |
| Matériel autolaveuse              |                  | 5 670,00               | 5 670,00          |
| Matériel trancheur à viande       |                  | 4 500,00               | 4 500,00          |
| Matériel manutention et rangement |                  | 3 800,00               | 3 800,00          |
| <b>Autres immobilisations</b>     | <b>5 742,60</b>  | <b>13 970,00</b>       | <b>19 712,60</b>  |
| <b>Total</b>                      | <b>36 675,97</b> | <b>66 846,00</b>       | <b>103 521,97</b> |

### ➤ AUTRES LOCAUX

Locaux archives rue du Souvenir Français : la toiture est en cours de réfection pour un montant de 34724,71€ prévus en reste à réaliser. Une enveloppe de 40 000€ est proposée pour le rafraîchissement intérieur de ces locaux.

Par ailleurs une enveloppe de 16 000€ est prévue pour l'achat de matériel bureautique et de mobilier pour les locaux administratifs.

### III- Recettes d'investissement



Les recettes d'investissement 2023 sont constituées par :

|  |                     |
|--|---------------------|
| Excédent de fonctionnement capitalisé    | 1 013 659.24        |
| Virement de la section de fonctionnement | 1 608 986.00        |
| Amortissements                           | 570 492.00          |
| Subventions d'investissement             | 336 808.00          |
| FCTVA                                    | 324 260.76          |
| Cautions locations                       | 1000.00             |
| <b>Total</b>                             | <b>3 626 774.00</b> |

Il n'y a pas nécessité de recourir à l'emprunt en 2023.

#### ➤ Détail des subventions d'investissement

|   | Reste à réaliser  | Propositions      | BP 2023           |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Subv transf. Département Instruments de musique | 0                 | 1 700.00          | 1 700.00          |
| Subv non transf. Département                    | 6 450,00          | 0,00              | 6 450,00          |
| Subv non transf. FEADER Maison de santé         | 83 702,00         | 0,00              | 83 702,00         |
| Subv non transf.                                | 108 563,00        | 0,00              | 108 563,00        |
| Fonds de concours voirie                        | 0,00              | 73 850,00         | 73 850,00         |
| DETR accueil de jour                            | 20 621,00         | 0,00              | 20 621,00         |
| Subv non transf. Etat DSIL Centre loisirs       | 9 096,00          | 32 826,00         | 41 922,00         |
|   | <b>228 432,00</b> | <b>108 376,00</b> | <b>336 808,00</b> |

M. le Président propose que 5 élus non Vice-Présidents se positionnent afin de constituer un groupe de travail « santé - problématique médicale ». Ainsi des réunions de travail seront programmées avec les professionnels de santé. La première aura lieu avant le 30 avril prochain.

- Philippe SILVEIRA-MORAIS – Pascale CARREAU – Nadine FABERES – Cathy SEBI – Isabelle MECHIN.



# Analyse par service

Enfance Jeunesse - Médiathèques - École de musique - Cuisine centrale



Une analyse par service a été transmise aux membres du Conseil communautaires.

## **1°) Service : Enfance – Jeunesse :**

### **Section de fonctionnement**

Les dépenses, 2 592 854€, sont en augmentation de 210 154€, notamment:

- Les dépenses d'énergie augmentent de 91 037€;
- Les contributions obligatoires et les subventions augmentent de 54 620€;
- Les crédits affectés à l'entretien des bâtiments (34 000€) augmentent de 9 000€.

### **Section d'investissement**

Une enveloppe de 50 000€ est affectée aux investissements mobiliers et immobiliers.  
L'essentiel des dépenses est constitué par le remboursement du capital de la dette (226 697€).

Le coût prévisionnel du service s'élève à 2 343 938 €

Le transfert de charges scolaires est de 1 230 093,64€

Le transfert de charges centre de loisirs est de 17 250€

## **2°) Service : Cuisines centrales**

### **Section de fonctionnement**

Les dépenses, 1 335 880€, sont en augmentation de 146 201€, en particulier:

- Les dépenses d'énergie augmentent de 67 421€;
- Les dépenses d'achats de denrées augmentent de 42 376€.

### **Section d'investissement**

Un volume de dépenses de 103 521,97€ est consacré à l'achèvement de la mise aux normes des locaux ainsi qu'à l'achat de matériel de production et de nettoyage

Le coût prévisionnel du service s'élève à 402 880€

Le transfert de charges est de 286 751,70€

### **3°) Service : École de musique**

#### **Section de fonctionnement**

Les dépenses de personnel (278 201€) représentent 89% des dépenses de fonctionnement. Elles augmentent de 16 571€, notamment pour la prise en compte d'un remplacement pour congés de maternité

#### **Section d'investissement**

Les crédits d'investissement sont modérés (6 400€) et consistent principalement en l'achat d'instruments de musique.

Le coût prévisionnel du service s'élève à 230 397 €

Le transfert de charges est de 109 181,94 €

### **4°) Service : Médiathèques**

#### **Section de fonctionnement**

Les dépenses, 464 802€, sont en augmentation de 19 488€. C'est essentiellement imputable à l'augmentation des dépenses d'énergie augmentent de 13 331 €;

#### **Section d'investissement**

Un montant de 41 710,89€ est proposé, principalement constitué du de l'achats de collections et de matériel bureautique.

Le coût prévisionnel du service s'élève à 396 207€

Le transfert de charges est de 95 900,21€

**M. le président** ouvre le débat.

**M. Vincent LAFFARGUE** souligne les crédits prévus pour répondre à la problématique de santé et valide la décision du Président de créer un groupe de travail spécifique. Il pense que l'inquiétude constatée sur notre territoire et plus généralement au niveau national justifie de s'investir dans cette démarche même si elle ne relève pas des compétences de l'EPCI.

De plus, il note qu'en dépenses imprévues une somme est allouée au projet de mutualisation des secrétaires de mairies. Il pense que cette enveloppe pourrait permettre la programmation de formations obligatoires des agents communaux en centralisant cette démarche au sein de la Communauté de Communes. Ainsi, l'EPCI pourrait prendre en charge ces dépenses en regroupant les demandes des communes contre remboursement de ces dernières au prorata du nombre d'agents.

**M. Le Président** précise qu'il y a une marge de manœuvre pour la prise en charge de la mutualisation de ce service par l'EPCI. Il constate cependant que toutes les communes n'ont pas les mêmes besoins et peu d'entre elles sont réellement intéressées par ce dispositif. La Communauté de Communes peut servir d'intermédiaire dans cette démarche mais il faut identifier les besoins des communes et les conditions de prise en charge. Une prochaine réunion sera programmée afin de bien définir les enjeux et analyser les possibilités.

**M. Jean Paul DOREILH** tient à saluer la nouvelle présentation du budget qu'il trouve plus claire. Il soutient la décision du Président de créer 2 groupes de travail concernant la problématique de la santé ainsi que la mise en œuvre d'un réseau de chaleur.

Toutefois, il regrette que les Conférences des Maires ne soient pas plus fréquentes car il estime qu'elles sont primordiales pour l'échange entre les maires.

Concernant le projet de mutualisation des secrétaires de mairies, il informe que les secrétaires de mairie ont été convoquées par le Centre de Gestion des Landes afin de proposer des formations. Faute de possibilité de remplacement, bon nombre d'entre elles n'ont pas pu en bénéficier. Il pense qu'il serait opportun de se rapprocher du CDG40 ainsi que des EPCI voisins afin d'organiser une rencontre et ainsi échanger sur ce sujet. La création d'un groupe d'élus serait la bienvenue. Il estime que les postes de secrétaires de mairie ne sont pas reconnus à leur juste valeur.

**M. Le Président** rappelle que la dernière Conférence des Maires a eu lieu en février 2023. Il y en a toujours 3 ou 4 de programmées par an.

Concernant la mutualisation des secrétaires de mairie, il propose que ce sujet soit abordé lors de la prochaine Conférence des Maires. Il pense que si le choix est fait de créer un service mutualisé, il va falloir une harmonisation en termes de demande des communes et aborder la question du transfert de charges.

**M. Thierry BOULIN** souligne l'effort de présentation fait pour les budgets primitifs 2023 tant au niveau de la maquette que de la projection.

Il revient sur le maintien de la semaine scolaire à 4.5 jours et souligne l'utilité de crédits prévus pour l'amélioration des temps d'activités périscolaires. Il est satisfait pour le bien de l'enfant.

**M. Benoît LABORDE** informe l'assemblée, pour confirmer son intervention au Conseil d'Administration du CIAS du 11 avril dernier dans laquelle il a souligné l'effort entrepris par le Président et son équipe pour relever les finances de cette structure qui battait de l'aile depuis plusieurs années. Il regrette l'absence de la majorité aturine pour le vote du budget primitif 2023 du CIAS.

**M. Jérémy MARTI** souligne la présentation du budget primitif 2023 et la qualité du travail accompli. Il félicite M. le Directeur Général des Services ainsi que son équipe.

**M. le Président** fait appel aux élus non Vice-Présidents, de la même manière, afin de constituer un groupe de travail « réseau de chaleur ».

- Philippe PELLARINI – Michel MARQUE – Pascal CARREAU – Stéphane LEBLOND – Jean Luc CAMPAGNE

**M. le Président met ce dossier au vote.**

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

**DELIBERATION N°120423/04**

**Objet : Budget Principal : vote du budget primitif 2023**

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

Réuni sous la présidence de Philippe BRETHERS,

Après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE,

**VOTE les propositions nouvelles du budget primitif de l'exercice 2023 comme suit :**

**Investissement :**

|          |              |
|----------|--------------|
| Dépenses | 3 855 206.00 |
| Recettes | 3 855 206.00 |

**Fonctionnement :**

|          |               |
|----------|---------------|
| Dépenses | 12 768 000.00 |
| Recettes | 12 768 000.00 |

## POINT 5 : Budget annexe « ZA de Bassia » : Vote du budget primitif 2023

### Budget primitif 2023

| ARTICLE   | DEPENSES FONCTIONNEMENT              | CA 2022             | BP 2023             |
|-----------|--------------------------------------|---------------------|---------------------|
| 6045      | Etudes de sol                        |                     | 2 000,00            |
| 605       | Travaux                              |                     |                     |
| 608       | Autres                               |                     |                     |
| <b>60</b> | <b>Achats et variations de stock</b> | <b>0,00</b>         | <b>2 000,00</b>     |
| 627       | Services bancaires                   |                     |                     |
| <b>62</b> | <b>Autres services extérieurs</b>    | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
| 6611      | Intérêts emprunts                    | 43 202,31           | 40 373,89           |
| 66112     | ICNE                                 | -1 361,75           | -1 388,71           |
| <b>66</b> | <b>Charges financières</b>           | <b>41 840,56</b>    | <b>38 985,18</b>    |
|           | <b>Total opérations réelles</b>      | <b>41 840,56</b>    | <b>40 985,18</b>    |
| 042-71355 | Annulation stock terrains 2022       | 3 475 220,00        | 3 517 060,56        |
| 042-71355 | Constatation recettes 2023           |                     |                     |
| 043-608   | Frais accessoires sur terrains       | 41 840,56           | 38 985,18           |
|           | <b>TOTAL DEPENSES</b>                | <b>3 558 901,12</b> | <b>3 597 030,92</b> |

| ARTICLE   | RECETTES FONCTIONNEMENT                         | CA 2022             | BP 2023             |
|-----------|---|---------------------|---------------------|
| 7015      | Vente terrain                                   |                     |                     |
| <b>70</b> | <b>Produit des services du domaine</b>          | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
| 71355     | Stocks de terrains 2023                         | 3 517 060,56        | 3 558 045,74        |
| <b>71</b> | <b>Production stockée</b>                       | <b>3 517 060,56</b> | <b>3 558 045,74</b> |
| 7473      | Subvention Conseil Départemental                |                     |                     |
| 74758     | Participations autres groupements               |                     |                     |
| <b>74</b> | <b>Dotations, subventions et participations</b> | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
| 796       | Transfert de charges financières                | 41 840,56           | 38 985,18           |
| <b>79</b> | <b>Transfert de charges</b>                     | <b>41 840,56</b>    | <b>38 985,18</b>    |
|           | <b>TOTAL RECETTES</b>                           | <b>3 558 901,12</b> | <b>3 597 030,92</b> |

| ARTICLE  | DEPENSES INVESTISSEMENT | CA 2022             | BP 2023             |
|----------|-------------------------|---------------------|---------------------|
| 1641     | Capital de la dette     | 126 680,91          | 129 494,82          |
| 040-3555 | Production stockée 2023 | 3 517 060,56        | 3 558 045,74        |
|          | <b>TOTAL DEPENSES</b>   | <b>3 643 741,47</b> | <b>3 687 540,56</b> |

| ARTICLE  | RECETTES INVESTISSEMENT    | CA 2022             | BP 2023             |
|----------|----------------------------|---------------------|---------------------|
| 1641     | Emprunt                    |                     |                     |
| 16876    | Avance du budget principal | 168 521,47          | 170 480,00          |
| 040-3555 | Annulation stocks 2022     | 3 475 220,00        | 3 517 060,56        |
| 040-3555 | Constatation recettes 2023 |                     |                     |
|          | <b>TOTAL RECETTES</b>      | <b>3 643 741,47</b> | <b>3 687 540,56</b> |

Pas de vente de terrain budgétée.

L'avance du budget principal 170 480€ est établie sur cette hypothèse

**M. le Président met ce dossier au vote.**

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

**DELIBERATION N°120423/05**

**Objet : Budget annexe ZA de BASSIA - vote du budget primitif 2023**

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

Réuni sous la présidence de Philippe BRETHERS,

**Après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE,**

**VOTE les propositions nouvelles du budget primitif de l'exercice 2023 comme suit :**

**Investissement :**

|          |              |
|----------|--------------|
| Dépenses | 3 687 540.56 |
| Recettes | 3 687 540.56 |

**Fonctionnement :**

|          |              |
|----------|--------------|
| Dépenses | 3 597 030.92 |
| Recettes | 3 597 030.92 |

## POINT 6 : Budget annexe « ZA des Arrats » : Vote du budget primitif 2023

### Budget primitif 2023

| ARTICLE   | DEPENSES FONCTIONNEMENT              | CA 2022             | BP 2023             |
|-----------|--------------------------------------|---------------------|---------------------|
| 6045      | M.O Travaux voirie et eaux pluviales | 20 292,32           |                     |
| 605       | Travaux                              | 180 256,56          |                     |
| 605       | Fibre                                |                     | 5 200,00            |
| <b>60</b> | <b>Achats et variations de stock</b> | <b>200 548,88</b>   | <b>5 200,00</b>     |
| 627       | Services bancaires                   | 0,00                | 0,00                |
| <b>62</b> | <b>Autres services extérieurs</b>    | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
| 6611      | Intérêts d'emprunts                  | 3 896,46            | 2 591,01            |
| 66112     | ICNE                                 | -887,69             | -924,89             |
| 6688      | Intérêts capitalisés                 | 2 352,00            | 2 359,53            |
| <b>66</b> | <b>Charges financières</b>           | <b>5 360,77</b>     | <b>4 025,65</b>     |
|           | <b>Total opérations réelles</b>      | <b>205 909,65</b>   | <b>9 225,65</b>     |
| 042-71355 | Annulation stock terrains 2022       | 1 199 149,84        | 1 405 059,49        |
| 042-71355 | Constatation recettes 2023           | 90 000,00           |                     |
| 043-608   | Frais accessoires sur terrains       | 5 360,77            | 4 025,65            |
|           | <b>TOTAL DEPENSES</b>                | <b>1 500 420,26</b> | <b>1 418 310,79</b> |

| ARTICLE   | RECETTES FONCTIONNEMENT                         | CA 2022             | BP 2023             |
|-----------|---|---------------------|---------------------|
| 7015      | Vente terrain                                   | 90 000,00           |                     |
| <b>70</b> | <b>Produit des services du domaine</b>          | <b>90 000,00</b>    | <b>0,00</b>         |
| 71355     | Stocks de terrains 2023                         | 1 405 059,49        | 1 414 285,14        |
| <b>71</b> | <b>Production stockée</b>                       | <b>1 405 059,49</b> | <b>1 414 285,14</b> |
| <b>74</b> | <b>Dotations, subventions et participations</b> | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
|           | <b>Produits exceptionnels</b>                   | <b>0,00</b>         | <b>0,00</b>         |
| 796       | Transfert de charges financières                | 5 360,77            | 4 025,65            |
| <b>79</b> | <b>Transfert de charges</b>                     | <b>5 360,77</b>     | <b>4 025,65</b>     |
|           | <b>TOTAL RECETTES</b>                           | <b>1 500 420,26</b> | <b>1 418 310,79</b> |

| ARTICLE  | DEPENSES INVESTISSEMENT | CA 2022             | BP 2023             |
|----------|-------------------------|---------------------|---------------------|
| 1641     | Capital de la dette     | 36 794,70           | 38 100,15           |
| 040-3555 | Production stockée 2023 | 1 405 059,49        | 1 414 285,14        |
|          | <b>TOTAL DEPENSES</b>   | <b>1 441 854,19</b> | <b>1 452 385,29</b> |

| ARTICLE  | RECETTES INVESTISSEMENT                    | CA 2022             | BP 2023             |
|----------|--|---------------------|---------------------|
| 001      | Excédent investissement reporté            | 292 892,02          | 142 539,67          |
| 1641     | Emprunt court terme (intérêts capitalisés) | 2 352,00            | 2 359,53            |
| 1687     | Avance du budget principal                 |                     |                     |
| 040-3555 | Annulation stock terrain 2022              | 1 199 149,84        | 1 405 059,49        |
| 040-3555 | Constatation recettes 2023                 | 90 000,00           |                     |
|          | <b>TOTAL RECETTES</b>                      | <b>1 584 393,86</b> | <b>1 549 958,69</b> |

Pose du réseau fibre optique : 5 200€

Pas de vente de terrain budgétée, néanmoins contacts avancés avec plusieurs entreprises

Pas de nécessité d'une avance du budget principal

**M. le Président met ce dossier au vote.**

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

**DELIBERATION N°120423/06**

**Objet : Budget annexe Réserve foncière ARRATS : vote du budget primitif 2023**

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Réuni sous la présidence de Philippe BRETHERS,

Après en avoir délibéré, à l'UNANIMITE,

**VOTE les propositions nouvelles du budget primitif de l'exercice 2023 comme suit :**

Investissement :

|          |              |
|----------|--------------|
| Dépenses | 1 452 385.29 |
| Recettes | 1 549 958.69 |

Fonctionnement :

|          |              |
|----------|--------------|
| Dépenses | 1 418 310.79 |
| Recettes | 1 418 310.79 |

## VOIRIE

### POINT 7: Signature d'une convention de mise à disposition des services entre la communauté de communes et la commune d'Aire sur l'Adour

M. Dominique SAINT GERMAIN, Vice-Président en charge de la Voirie informe l'assemblée que la convention MAD actuelle comprend les prestations de balayage déneigement et de broyage. La commune a souhaité que la prestation de broyage d'accotement soit désormais externalisée à des entreprises. En conséquence, la convention de mise à disposition des services entre la communauté de communes et la commune d'Aire sur l'Adour doit être modifiée.

**M. le Président met ce dossier au vote.**

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

**DELIBERATION N°120423/07**

**Objet :Convention de mise à disposition de services entre la Communauté de Communes et la commune d'Aire sur l'Adour**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L 5211-4-1-II,  
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,  
Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 166-I, codifié à l'article L 5211-4-1-II du Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale,  
Vu les statuts de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour,  
Vu le projet de convention à signer entre la commune et la communauté de communes d'Aire sur l'Adour,  
Vu le Budget primitif 2018 de la commune,  
Vu le Budget primitif 2018 de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour,  
Vu le rapport présenté par M. le président,

Considérant qu'aux termes de l'article L 5211-4-1-II du Code Général des Collectivités Territoriales, "*Les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services. Une convention conclue entre l'établissement et les communes intéressées fixe alors les modalités de cette mise à disposition. Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la commune des frais de fonctionnement du service.*

*Le Maire ou le Président de l'établissement public adresse directement au chef du service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il confie audit service. Il contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef dudit service pour l'exécution des missions qu'il lui confie en application de l'alinéa précédent",*

Considérant que la commune d'Aire sur l'Adour est membre de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour,

Considérant les compétences dévolues à la communauté de communes d'Aire sur l'Adour en matière notamment d'aménagement et d'entretien de la voirie d'intérêt communautaire.

Considérant tout l'intérêt désormais pour la commune de signer avec la communauté de communes d'Aire sur l'Adour une convention ayant pour objet, conformément notamment aux dispositions de l'article L 5211-4-1 II du Code Général des Collectivités Territoriales, et dans un souci de bonne organisation et de rationalisation des services, de préciser les conditions et modalités de mise à disposition de certains des services de la commune d'Aire sur l'Adour au profit de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour dans la mesure où ces services sont nécessaires à l'exercice des compétences transférées audit établissement public,

Considérant que dans le souci d'une bonne organisation des services, conformément notamment à la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 susvisée, la commune d'Aire sur l'Adour pourrait mettre à disposition de la communauté de communes d'Aire sur l'Adour, une partie de ses services techniques pour l'exercice des prestations suivantes relevant de la compétence transférée par la commune à la communauté de communes d'Aire sur l'Adour en matière d'aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire : balayage/déneigement.

Considérant que pour ces prestations, la commune d'Aire sur l'Adour serait remboursée forfaitairement par la partie bénéficiaire à hauteur de :

- 85 161.00 € pour le balayage/déneigement des voies communales d'intérêt communautaire,

La convention porte donc sur un montant total **de 85 161.00 €.**

Cette convention prend effet à la date d'acquisition du caractère exécutoire de celle-ci pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE,**

**AUTORISE Monsieur le Président à signer le projet de convention portant mise à disposition de services entre la commune d'Aire sur l'Adour et la communauté de communes d'Aire sur l'Adour pour l'exercice des compétences communautaires en matière d'aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire : balayage/déneigement des voies communales d'intérêt communautaire.**

Un exemplaire de ladite convention sera annexé à la présente délibération.

# HABITAT

## POINT 8 : SOLIHA : convention d'adhésion

M. Daniel SAINT GENEZ, Vice-Président en charge de la politique du Logement informe l'assemblée que la Région Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Etat et l'ADEME, souhaite renforcer le service public de conseils aux ménages pour la rénovation énergétique de leurs logements. Elle souhaite ainsi redéployer, sur l'ensemble du territoire régional, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, un réseau de plateformes proposant un guichet unique de conseil/accompagnement pour la rénovation énergétique.

La Plateforme incite à la rénovation énergétique globale performante et bas carbone de l'habitat privé et du petit tertiaire privé. Elle assurera notamment les missions suivantes :

- Information de premier niveau des ménages et des copropriétés ;
- Conseils personnalisés des ménages et des copropriétés ;
- Accompagnement des ménages et des copropriétés dans leurs travaux de rénovation globale ;
- Sensibilisation, communication, animation auprès des ménages et des professionnels.

La convention présentée a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre du partenariat entre SOLIHA Landes et la communauté de commune, pour l'exercice des missions de la Plateforme de rénovation énergétique : coût pour l'EPCI 1850€ plus 150€ d'adhésion. Elle est conclue pour une durée d'un an. Elle sera mise en œuvre du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

**M. le Président met ce dossier au vote.**

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

### **DELIBERATION N°120423/08**

**Objet :Plateforme Rénovation Energétique : autorisation de signature de la convention entre la CDC d'Aire sur l'Adour et SOLIHA Landes**

La Région Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Etat et l'ADEME, souhaite renforcer le service public de conseils aux ménages pour la rénovation énergétique de leurs logements. Elle souhaite ainsi redéployer, sur l'ensemble du territoire régional, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, un réseau de plateformes proposant un guichet unique de conseil/accompagnement pour la rénovation énergétique.

La Plateforme incite à la rénovation énergétique globale performante et bas carbone de l'habitat privé et du petit tertiaire privé. Elle assurera notamment les missions suivantes :

- Information de premier niveau des ménages et des copropriétés ;
- Conseils personnalisés des ménages et des copropriétés ;
- Accompagnement des ménages et des copropriétés dans leurs travaux de rénovation globale ;
- Sensibilisation, communication, animation auprès des ménages et des professionnels.

La convention présentée a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre du partenariat entre SOLIHA Landes et la Communauté de communes, pour l'exercice des missions de la Plateforme de rénovation énergétique : coût pour l'EPCI 1873€ plus 150€ d'adhésion. Elle est conclue pour une durée d'un an. Elle sera mise en œuvre du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE,**

**Vu** la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte du 17 août 2015,

**Considérant** que la Communauté de Communes s'engage à participer financièrement à hauteur de 20% sur les objectifs fixés pour 2023 + temps d'ingénierie (restitution régulière, indicateurs, etc...) pour un montant de 1 873 € pour l'année,

**Considérant** que la Communauté de Communes signera une convention partenariale spécifique d'objectifs et de moyens entre les 12 EPCI, le Conseil Départemental des Landes et SOLIHA Landes et adhèrera à l'association SOLIHA Landes à hauteur de 150€ pour l'année 2023,

**AUTORISE** le Président à signer la convention qui lie la Communauté de Communes d'Aire sur l'Adour et SOLIHA Landes dans le cadre de la plateforme de rénovation énergétique.

## RESSOURCES HUMAINES

### POINT 9 : Avenant à la convention d'adhésion au Pôle retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes pour l'année 2023

Par délibération du 29 juin 2021, le Conseil Communautaire a autorisé Monsieur le Président à signer la convention d'adhésion au Pôle retraite du Centre De Gestion des Landes pour les années 2020, 2021 et 2022.

Le CDG propose, pour l'année 2023, un avenant selon les mêmes conditions techniques, juridiques et financières que la convention initiale 2020-2022.

Monsieur le Président demande aux membres du Conseil Communautaire de l'autoriser à signer cet avenant.

***M. le Président met ce dossier au vote.***

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

#### **DELIBERATION N°120423/09**

**Objet : Avenant N° 1 à la convention d'adhésion 2020-2022 au Pôle retraites et protection sociale du Centre de Gestion des Landes pour l'année 2023**

Monsieur le Président demande l'autorisation de signer l'avenant N° 1 à la convention Pôles Retraites et Protection Sociale du Centre de Gestion des Landes pour l'année 2023.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Après en avoir délibéré et à l'UNANIMITE,**

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer l'avenant à la convention Pôles retraite et protection sociale du CDG des Landes joint à la présente délibération.

## POINT 10 : PVD : financement d'une étude d'un périmètre secondaire pour l'opération de revitalisation des territoires

Dans le cadre de l'ORT à Aire sur l'Adour, le Président informe qu'il est nécessaire de l'autoriser à effectuer une demande de subvention à la Banque des Territoires.

**M. le Président met ce dossier au vote.**

**VOTE A L'HUNANIMIITE**

\*\*\*

### DELIBERATION N°120423/10

Objet : Petites Villes de Demain: financement d'étude d'un périmètre secondaire pour l'opération de revitalisation des territoires

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,**

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 mars 2021 autorisant la signature de la convention Petites Villes de Demain,  
Vu le conseil communautaire du 29 juin 2021 approuvant le lancement de la consultation afin d'élaborer le plan de référence de Petites villes de Demain.

Vu la décision du Comité de pilotage de Petites Villes de Demain du 17 novembre 2022 d'étudier un périmètre secondaire afin de compléter le plan de référence et définir les périmètres de l'Opération de revitalisation des territoires (ORT).

Vu l'inscription au budget primitif 2023 de la Communauté de Communes d'une dépense de 8 892€ afin de mener cette étude complémentaire avant l'élaboration de la convention ORT et OPAH,

Considérant le financement possible de l'étude par la banque des territoires et le département des Landes.

**Avoir délibéré à l'UNANIMITE:**

- **APPROUVE** le plan de financement suivant :

| Dépenses prévisionnelles                  |                   | Subventions sollicitées  |                |
|---|-------------------|--|----------------|
| Etude complémentaire au plan de référence | 7 410€ hors taxes | Banque des territoires<br>50% du montant hors taxes            | 3 705 €        |
| TVA                                       | 1 492€            | Conseil départemental des Landes<br>30 % du montant hors taxes | 2 223 €        |
|   |                   | Communauté de Communes   | 2 964 €        |
| <b>TOTAL TTC</b>                          | <b>8 892 €</b>    | <b>TOTAL TTC</b>   | <b>8 892 €</b> |

- **AUTORISE** Monsieur le Président à solliciter les subventions proposées afin du Conseil départemental des Landes et de la Banque des territoires.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h52.

### ❖ Questions diverses

- ✓ M. le président informe l'assemblée que le CIAS démarre l'année 2023 avec un excédent cumulé en fonctionnement et en investissement de 747 295 €. L'excédent cumulé en fonctionnement est de 502 000 € à l'Ehpad.

Il se décompose ainsi :

|                            |           |
|----------------------------|-----------|
| Report de l'excédent n-1 : | 82 662 €  |
| Report de l'excédent n :   | 419 845 € |

Le taux de remplissage est de 96. Il est au-delà de 93% ce qui permet d'obtenir le maximum en termes de subvention.

**Le Président - Philippe BRETHERS**